

C'est un mouvement qui semble inexorable. Après les Ecoles des mines et celles regroupées derrière l'Institut Mines-Télécom, l'université Paris Dauphine vient de décider d'augmenter les frais de scolarité. Et Polytechnique pourrait être la prochaine sur la liste. Le conseil d'administration de Dauphine a voté, lundi soir les nouveaux tarifs applicables à la rentrée prochaine. La hausse porte surtout sur les masters maison, dits de Grand Etablissement. Le prix de ces formations, qui varie selon les revenus des familles, augmentera de 2% pour celles gagnant entre 35.000 et 100.000 euros par an, selon l'université. Mais pour les revenus compris entre 100.000 et 120.000 euros annuels, ces frais de scolarité passeront de 4.200 à 4.860 euros (+15 %). Avec un bond à 5.940 pour les revenus supérieurs à 120.000 euros (+ 41 %). L'Unef s'oppose à ces hausses qu'elle qualifie de «fuite en avant». Et conteste aussi l'augmentation qui vise les étudiants étrangers hors Union européenne: en master, ils devront s'acquitter de frais de scolarité de 6.000 euros contre 3.150 euros cette année. De quoi «contrevenir à l'objectif d'internationalisation de l'établissement», regrette le syndicat étudiant. «On s'aligne sur la pratique internationale », rétorque au contraire le président de l'université, Laurent Batsch. La hausse tient à la baisse de la dotation globale de fonctionnement de l'Etat (hors masse salariale), selon l'université, qui la chiffre à 600.000 euros en 2013, soit 9%. La hausse des frais d'inscription pourrait gagner d'autres établissements. A Polytechnique, certains affirment qu'elle est à l'étude. (Fonte: M.-C. Corbier, Les Echos 05-03-2014)

C'est une hypocrisie française qu'il faut absolument dénoncer. Faire mine de croire que la quasi-gratuité de l'enseignement supérieur est possible dans notre pays relève de la malhonnêteté intellectuelle. En dénonçant, une fois encore, la hausse des droits d'inscription à l'Université de Paris-Dauphine, quelques jours après celle décidée par les écoles des Mines, l'Unef, le syndicat étudiant, rend un bien mauvais service à ceux qu'il est censé défendre. L'archaïsme de cette prise de position crève pourtant les yeux, et pour plusieurs raisons. La première est que le système actuel est le plus inégalitaire qui soit. Demander à chacun le même tarif sans distinction de ressources revient à faire financer la scolarité des plus riches par les plus pauvres. La deuxième est que l'université n'a plus suffisamment d'argent public pour délivrer à ses étudiants des cursus à la hauteur de leurs aspirations. A moins de s'en remettre au sponsoring du secteur privé, ce qui, pour le coup, donnerait raison à ceux qui mettent en avant le risque de marchandisation de la connaissance, l'Université doit trouver en son sein le complément de recettes nécessaires pour garder toutes ses chances face aux grandes écoles françaises ou aux campus étrangers.

(Fonte: D. Fortin, Les Echos 05-03-2014)